COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 21 JANVIER 1984 | N° 237 | PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

PATRONS ET GOUVERNEMENT SE PREPARENT A ATTAQUER PLUS DUREMENT LES TRAVAILLEURS.

Le chômage augmente, des milliers de licenciements sont officiellement prévus en France.

Le gouvernement ne se donne même plus la peine de le camoufler.

Dans la sidérurgie, les mines, l'automobile, la chimie etc. Des dizaines de milliers de travailleurs perdront leur emploi.

Et tout le problème pour ceux qui dirigent c'est de savoir comment faire accepter cette situation aux travailleurs.

Les événements de l'usine Talbot ont montré que les travailleurs n'acceptaient pas de se laisser licencier, sans se battre farouchement.

Et ici même, on voit la situation se dégrader. Des licenciements sont prévus dans la plupart des petites entreprises dites industrielles, dans les usines sucrières. Dans les services publics, là aussi c'est la dégradation. La politique de l'administration c'est de réduire la part du secteur public, de limiter les embauches, car on limite le développement des investissements publics. Cela veut dire que le fonctionnement des hôpitaux est perturbé, et de même pour les PTT. Et c'est aussi le ralentissement de la construction sociale

La crise va frapper de plein fouet les travailleurs.

Et dans le même temps, où l'on ne se cache même plus au gouvernement pour dire que les travailleurs seront les victimes François Mitterrand y va de son petit discours menaçant : l'Etat doit réprimer les agissements des «minorités» ! Les journalistes ont prétendu que cela s'adressait aux Corses !

Mais non ! ça s'adresse aux travailleurs qui s'apprêtent à se battre.

Et les travailleurs doivent le savoir : le gouvernement s'apprête à les réprimer si c'est nécessaire. Nous connaissons ce langage de Mitterrand. Il en a l'habitude C'est un défenseur de l'ordre bourgeois. C'est un ancien «premier flic» de France !

Pour se battre dans de bonnes conditions, on doit savoir qui est l'adversaire et ce qu'il est capable de faire.

Et les militants et membres des partis de gauche socialistes et communistes, les syndicalistes qui refuseraient de dire aujourd'hui la vérité aux travailleurs porteront une lourde responsabilité.

Il faut dire tout net ce fait : le gouvernement est contre les travailleurs, il les laissera licencier et les réprimera quand ils se battront.

Les travailleurs socialistes, communistes, les syndicalistes honnêtes et réalistes qui ont déjà compris cela doivent en tirer les conclusions.

Il faut se préparer à de dures batailles Il faut se préparer à risposter pied à pied aux attaques des patrons et à celles du gouvernement qui protège leurs intérêts.

GUADELOUPE

LA JOURNEE D'ACTION DU 17

CONTRE LA REPRESSION.

La journée de protestation contre la répression et pour le respect du droit à l'expression à eu lieu le mardi 17 janvier dernier elle était organisée par le Comité contre la répression qui comprend les organisations suivantes : UPLG, GRS, Combat Ouvrier, Masu, UGTG, UPG, SGEG, SIPAG, UNEEG, Bijengwa, MPGI, Comité de Soutien à Radio Unité et Tambou et elle fut un succès.

En effet, un nombre important de personnes avaient répondu à l'appel des organisations. Il s'agissait bien sûr de protester contre la kyrielle d'emprisonnements politiques opérées de manière arbitraire mais aussi contre la fermeture de Radio Unité et la destruction ou le recel de son matériel. Bon nombre de gens même ceux qui d'habitude ne se retrouvent pas dans les organisations ayant appelé à la manifestation avaient été choquées par l'intervention brutale des forces armées à Radio Unité.

Cela avait donc contribué à créer un climat favorable à la journée d'action du 17.

Dès 6 H30 Pointe à Pitre et la zone industrielle de Jarry étaient paralysés pendant plusieurs heures. Plusieurs barrages avaient été mis en place et ne furent levés des différents quartiers où ils avaient été installés qu'aux alentours de 9h30. La population a sinon approuvé tout au moins montré qu'elle comprenait ce mouvement de protestation, car il n'y eut pas de sa part de protestation bien que beaucoup de gens furent génés dans leur déplacement par les embouteillages monstres occasionnés par cette action.

Il faut dire que pour appuyer leur mouvement, plusieurs militants des différentes organisations qui avaient appelé à manifester ont tenu des prises de paroles dans de nombreux quartiers de la ville, et distribué des milliers de tracts expliquant à la population les raisons de leur action.

Beaucoup de gens s'étaient regroupés aux différents points pour discuter et donner leur senti ment sur la situation. Les forces de répression ont tenté d'intervenir en différents points, mais les manifestants avaient déjà décidé de se regrouper au carrefour Frébault bloquant toute la circulation et se préparant à défiler dans les rues

Les CRS ont vite fait face à eux avec fusils et lance grenades, leur chef, en la personne du commissaire Biro demanda de dégager le carrefour, il lui fut demandé s'il prendrait la responsabilité d'exercer la violence sur cette foule qui était déjà de plus d'un millier de personnes.

En définitive ce n'est que plus d'une heure après que la manifestation s'ébranla dans les rues de Pointe-à-Pitre rassemblant plusieurs milliers de personnes.

La manifestation se termina par un meeting devant la mairie de Point-à-Pitre . UN membre de chaque organisation prit la parole devant une foule enthousiaste.

Il faut dire que plusieurs centaines de lycéens de Baimbridge étaient descendus manifester après avoir bloqué les entrées du Lycée partiellement en grève. Plusieurs entreprises aussi avaient vu leurs travailleurs et employés faire grève au moins dans la matinée : ceux de la BNP et les travailleurs de l'EDF avaient organisé plusieurs coupures de courant dans la matinée, ceux de Esso destrellan n'ont pas travaillé, ainsi que les travailleurs de plusieurs petites entreprises comme «Structure Métal» à Jarry.

MARTINIQUE :

PULVAR TOUJOURS EN PRISON.

La Chambre d'Accusation du Tribunal de Fort-de-France a donc rejeté la demande de mise en liberté provisoire de Marc Pulvar qui devra passer encore au minimum un mois de plus en prison. Pourtant de plus en plus nombreuses ont été les prises de position demandant sa libération. La CGTM et le PCM, des professeurs de droit de l'Université Antilles-Guyane, Camille Darsières, ont tour à tour exigé cette semaine la mise en liberté provisoire du responsable de la CSTM. Ces prises de positions intervenaient après celles des organisations d'extrême-gauche, dès l'annonce de l'emprisonnement de Pulvar le 8 décembre.

En rejetant la mise en liberté provisoire, les juges de la Chambre d'Accusation ont peut être voulu montrer qu'ils étaient indépendants des pressions, comme le disait un communiqué des magistrats de la Cour d'appel de Fort-de-France. Ils ont tout juste pu montrer que la justice française est bien une justice coloniale et raciste. Car comment expliquer autrement que Pulvar demeure en prison alors que pour des faits autrement plus graves d'autres personnes sont mises en liberté. Comment ne pas voir que la justice rendue par les Blancs en Martinique absout les Blancs, comme Grossman, le meurtrier de Rodony et enfonce Pulvar, qui s'est défendu alors qu'il était menacé par le bandit Ledoux. Faut-il croire que la vie de Rodony, jeune Martiniquais de 20 ans, est moins précieuse que le bras du nervi ? Ou plutôt ne faut-il pas croire que l'important dans ces deux affaires est que dans le premier cas le meurtrier est un gros commerçant blanc et dans le deuxième cas, Pulvar est un militant anti-colonialiste connu !

Alors, l'injustice de la justice coloniale ne fait que conforter dans leur position tout ce que ce pays comporte de racistes et surtout de capitalistes. N'est-ce pas là un avantage donné à Yves Hayot et autres Lafosse-Marin ou Plissonneau-Duquesne que de voir que la constitution de bande armée est autorisée et couverte par la justice coloniale. Demain ces messieurs recommenceront car pour un mercenaire amoché, il reste encore des dizaines de voyous et de chiens de garde prêts à tuer et à massacrer père et mère pour 2500 Francs par jour.

Les travailleurs doivent bien voir qu'ils ne peuvent compter sur la justice coloniale pour mettre à la raison les nervis des békés. Au contraire elle couvre ces messieurs et soutient de fait leur action.

IL Y A 50 ANS, ANDRE ALIKER, JOURNALISTE COMMUNISTE, ASSASSINÉ PAR LES BEKES.



Il y a cinquante ans, le 11 janvier 1934, André Aliker, journaliste communiste de «justice» était assassiné. Ce sont les békés, en particulier Eugène Aubéry qui sont les instigateurs du complot qui aboutit à l'assassinat d'Aliker.

Ce dernier, avait en effet entrepris une campagne d'articles dénonçant la corruption d'Aubéry ainsi que des milieux d'affaires et judiciaires de la Martinique. Le pouvoir colonial blanc de l'époque ne lui pardonna pas et décida purement et simplement de l'éliminer.

André Aliker était né le 10 février 1894 d'une famille pauvre d'ouvriers agricoles. IL s'était engagé volontairement dans l'armée au cours de la guerre 14-18. Il en revint gazé et ayant perdu la vue pendant quelques jours. Ensuite, commis d'une maison commerciale, il la quitte pour ouvrir une épicerie et plus tard une petite maison de gros et demi-gros où il vend à de petits détaillants. Il s'inscrit au groupe Jean Jaurès, ancêtre direct du Parti Communiste Martiniquais et se consacre au journal «Justice». Il y dénonce avec virulence les injustices, les abus des patrons, la tyrannie des békés. Il dénonce la misère des travailleurs par rapport à la richesse des békés et l'opulence des fonctionnaires coloniaux. Très vite il va gêner les milieux bourgeois et coloniaux qui le prendront en grippe.

Il faut dire que le climat social et politique de la Martinique dans ces années-là est marqué par de grandes inégalités et une misère très grande dans les milieux ouvriers et populaires. La Martinique, comme la Guadeloupe, déjà colonies misérables, sont frappées en plus de plein fouet par les effets de la crise capitaliste qui atteint presque tous les pays.

Donc. les prix augmentent, le chômage accroît et les salaires restent incroyablement bas. L'économie principale à cette période est la canne avec ses 40.000 coupeurs et amarreuses. Ces travailleurs vivent dans le dénuement le plus complet et sont soumis à la férule des békés, exploiteurs féroces, racistes et sans scrupules. Ils emploient des groupes d'enfants, «les ti bandes» qu'ils exploitent à fond.

Les salaires sont de 5 frs par jour pour les «ti bandes», c'est le prix d'un kg de poisson ou un demi-litre de rhum, et 16 frs pour une tâche de 20 piles de 25 paquets de 10 bouts de 1 mètre, mais pour deux personnes, le coupeur et l'amarreuse.

A la ville, un manoeuvre gagne environ 10 frs par jour. Certains 20 frs pour 12 heures de travail.

D'autre part, quelques grosses sociétés françaises nouvellement installées font de très bonnes affaires et les békés contrôlent une grande partie de l'économie. Trois grandes familles békés en particulier ont la mainmise sur la plupart des terres, des banques et du négoce. Il s'agit des Hayot, Despointes et Aubéry. Familles qui aujourd'hui encore sont à la tête d'une multitude d'entreprises tant en Guadeloupe qu'en Martinique et qui continuent à faire de gros profits sur l'exploitation des travailleurs.

La situation d'une façon générale est marquée par une discrimination de nature coloniale entre Blancs Békés plus ceux venus de France et Noirs, à tout point de vue. C'est le colonialisme sans fard, comme le vivaient à l'époque toutes les colonies de la France en Afrique et en Asie.

Mais les travailleurs n'acceptent pas sans se battre l'exploitation sans bornes dont ils sont victimes. Le 11 février 1935 une grande grève des travailleurs agricoles éclatait. Les travailleurs firent une marche sur Fort-de-France pour réclamer la non-diminution des salaires et la libération d'un de leurs délégués arrêté. C'était la plus grande grève depuis celle de 1900. Cependant dans les années 20 des grèves avaient éclaté, certaines furent réprimées dans le sang comme celle de Bassignac en 1923.

Sur le plan politique, il y avait deux forces principales : la première était l'alliance constituée par les socialistes et quelques békés. C'est comme en Guadeloupe l'alliance «Capital-travail» préconisée par Légitimus. En Martinique c'est Lagrosillère, fondateur du mouvement socialiste en Martinique qui est le véritable leader socialiste. Conseiller général, député, il va utiliser la confiance des travailleurs pour les trahir dans l'alliance avec les békés. La deuxième force politique est le «bloc républicain» soutenue par d'autres bourgeois. Le bloc compte des gens comme Victor Sévère, radical, maire de Fort-de-France et Lemery, sénateur.

Le groupe «Jean Jaurès» formé d'une petite poignée de militants va justement se créer en rupture avec le mouvement socialiste qui trahit. Mais les fondateurs du Parti Communiste Martiniquais ne font pas partie alors des «forces politiques». Avec des militants comme Aliker, Del, Bissol, Linval, Duféal, Monnerot, ils tentent de créer les premiers syndicats et de faire un travail d'éducation. Mais ils restent très minoritaires et n'obtiennent par exemple en 1932 que 40 voix sur 20.000 votants.

C'est dans ce contexte qu'éclata l'affaire tragique d'André Aliker. Ce dernier lève le voile sur un scandale qui éclabousse Eugène Aubéry l'un des plus gros békés de l'île. Aubéry a pu, en effet, en faisant appel d'une décision judiciaire, éviter de payer de fortes dettes au fisc. Mais s'il gagne, c'est en ayant corrompu plusieurs personnes dont des magistrats. Un ancien homme de confiance se retourne contre lui et dévoile toute l'affaire dans une brochure. Cette brochure est saisie par la justice mais Aliker suit toute l'affaire et la dénonce. A partir de ce moment Aubéry tente d'exercer toutes sortes de pressions sur Aliker. Des hommes de main le provoquent en public et une première tentative d'assassinat a lieu, le 1er janvier 1934: Elle échoue.

C'est le 11 janvier que les hommes d'Aubéry parviendront à assassiner Aliker Son cadavre sera retrouvé le lendemain sur la berge, ligoté. L'autopsie conclut à la mort par submersion, c'est à dire noyade.

Cette affaire eut un énorme retentissement en Martinique et aussi dans toute la Caraïbe ainsi qu'en France où les journaux relatèrent les faits. L'enquête fera chou-blanc. On fera mine d'enquêter mais jamais, ni Eugène Aubéry ni son gendre fortement soupçonnés par la population ne seront jamais inquiétés, même pas interrogés. Deux ans après, un simulacre de procès eut lieu à Bordeaux. Aucun des Aubéry pourtant cités ne fit le déplacement pour venir à la barre. Les inculpés furent acquittés faute de preuves suffisantes. Quelques temps après, le frère d'André Aliker tentera d'abattre Eugène Aubéry, mais son pistolet s'enraye. Un procès retentissant s'en suivra où Marcel Aliker fut soutenu par une foule immense, il fut acquitté.

Cette affaire Aliker montre en tout cas à quel point était forte la collusion béké-pouvoir-colonial béké justice. Alors que les Noirs mouraient régulièrement sous les balles des gendarmes lors des grèves, alors que pour la moindre peccadille un Noir était jeté en prison, les Blancs pouvaient assassiner un Noir en toute impunité.

De nos jours, même si les Noirs ont acquis au cours des luttes un plus grand respect de leur dignité, bien des affaires sont là pour nous rappeler l'existence d'un pouvoir blanc tout puissant. Lorsque Grossman, un blanc, tue un jeune Noir qui volait des mangues dans son jardin, il est libéré après quelques semaines de prison.. mais lorsque Pulvar, syndicaliste, militant anti-colonialiste, est menacé par les hommes armés du béké Hayot et qu'il tire pour se défendre, il est jeté en prison et Hayot est en liberté.

L''affaire Pulvar certes ne se situe pas tout à fait dans le même contexte, certes, les békés ont perdu de nos jours un peu de leur morgue même s'ils restent toujours aussi puissants et riches.. Mais l'affaire Pulvar nous envoie des relents de 1934. Et sous des formes plus voilées, plus insidieuses, le pouvoir reste quand même celui des békés et de l'administration coloniale contre les travailleurs noirs et contre les militants qui luttent à leurs côtés. La fusillade de Chalvet avec la mort de Ilmany et Marie Louise, et les dogues des békés sont là pour rappeler la violence du pouvoir blanc.

DE NOMBREUX PROFESSEURS D'EDUCATION PHYSIQUE FRAPPES PAR LES MESURES DE RESTRICTION DU GOUVERNEMENT.

A l'appel de leurs syndicats, les professeurs d'éducation physique ont fait grève le mercredi 18. Ils se sont rassemblés devant le vice rectorat et une délégation a été reçue par le Vice-Rectorat.

Dès la rentrée scolaire les professeurs d'éducation physique se sont trouvés face à des problèmes d'embauche. L'administration a fait savoir que tous les auxiliaires ne pouvaient avoir un poste. Certains postes ont été carrément transférés en Guyane et c'est ainsi que des professeurs d'éducation physique ont été mutés dans ce pays.

Pourtant il existe des postes d'éducation physique qui ont été crées dans plusieurs établissements en raison des besoins, mais ils ne sont pas budgétaires. L'administration les a supprimés faute d'argent, selon elle. Ces mesures de restriction qui privent de nombreux élèves de l'éducation sportive sont le résultat de la politique du gouvernement de gauche, une politique qui consiste à restreindre les dépenses publiques et a renflouer par contre les poches des patrons. Pour préserver leur emploi et protester contre ces restrictions, les professeurs d'éducation physique se sont mobilisés dès la rentrée. Plusieurs d'entre eux ont refusé de quitter leur poste avec l'appui de certains principaux.

Les négociations de mercredi n'ont rien donné de plus. Le Vice-Recteur a de nouveau précisé qu'il n'avait pas les moyens de régler ces problèmes. Une rencontre est prévue vendredi avec le Recteur.

COMMUNIQUÉ

La section du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (S.N.E. Sup.) de la Faculté de Droit et d'Economie du Campus de Shoelcher - constatant que les éléments de l'affaire PULVAR sont connus de tous et que la détention provisoire du secrétaire général de la C.S.T.M. ne sert pas à la manifestation de la vérité.

Demande la mise en liberté immédiate de PULVAR.

MIGUET S'EN VA.

Le «commissaire de la République» Miguet s'en va.

Ainsi en a décidé le gouvernement. Il sera remplacé par Mr Saborin..

Ce même gouvernement avait dépêché Miguet ici, on s'en souvient, après l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Il devait être le préfet de la décentralisation, le préfet du changement, dépossédé du «pouvoir exécutif» au profit du Conseil général et devait favoriser l'accession des Guadeloupéens à la gestion de leurs propres affaires.

En fait, à part quelques changements administratifs conférant à Mme Michaux Chevry un peu plus de pouvoir, la plus grande modification ressentie par l'ensemble de la population comme telle ne fut peut être que le changement de dénomination du préfet baptisé maintenant «commissaire de la république»

Et il semble même que Miguet, sans doute nostalgique des pleins pouvoirs des préfets coloniaux omnipotents se soit montré réticent à appliquer toujours la propre légalité de son gouvernement. N'avait-il pas refusé à Michaux Chevry l'accès à certains locaux de la préfecture ? ... Et M. Chevry, face aux CRS du préfet devait se voir rappeler qu'elle n'était pas le maître. Le pouvoir blanc était bien là...

On prétend d'autre part que le gouvernement n'aurait pas du tout apprécié les largesses de Miguet à Mme Eugénia Charles, Premier ministre de la Dominique. Celle-ci avait pu disposer à sa guise de l'avion du «département» pour venir en Guadeloupe afin d'embarquer sur un avion militaire américain. Il s'agissait d'aller préparer avec Reagan à Washington l'invasion de la Grenade...Gaffe de Miguet ?...Expression des bons et loyaux services d'un préfet colonial français à l'impérialisme américain ?

Toujours est-il que le gouvernement aurait préféré beaucoup plus de discrétion dans tout cela. Qu'on ait prêté à Eugénia Charles l'avion en question soit, mais que cela se soit su, non, plus d'accord...

Alors voilà Miguet contraint de prendre l'avion celui d'air France maintenant, dans quelque temps.

Et comme le préfet socialiste n'a en rien tranché sur tous les autres, alors le gouvernement socialiste et communiste ne s'embarrasse plus de forme, il enverra un préfet RPR... Après tout, c'est la même chose.

LE 19 JANVIER : GREVE DE SOUTIEN A PULVAR.

Les syndicats CSTM, UGTM, et CDMT ont décidé d'appeler à un mouvement de grève et à une manifestation le jeudi 19 janvier pour exiger la libération de Marc Pulvar.

Au moment où nous écrivons, nous ne pouvons pas dire si le mouvement sera suivi ou non. Mais nous soutenons bien évidemment ce mouvement de protestation et exigeons aussi la libération de Pulvar.

MARTINIQUE :

TOUT NE VA PAS SI MAL

QU'ON LE DIT DANS LA BANANE

POUR LES GROS.

Alors que la SICABAM et le SYNBAMA (Syndicat de la banane) se répandent en pleurs et en gémissements sur la situation catastrophique de la banane, voilà un son quelque peu différent qui nous vient du GIPAM.

Le GIPAM ou Groupement d'Intérêt des Producteurs Agricoles de Martinique est une coopérative de producteurs martiniquais, dont le responsable est de Lucy de Fossarieu, planteur cossu de la région de Grand-Rivière. Cette coopérative a été créée voilà 4 ans, en rupture avec la SICABAM, à qui les fondateurs du GIPAM reprochent de ne pas défendre les intérêts des planteurs.

Voilà donc ce que déclare monsieur de Lucy : «Les excédents dégagés par notre activité sont de l'ordre de 2.300.000 francs alors qu'ils étaient de 2.040.000 francs l'an passé».

Ainsi au moment où le SYNBAMA clame que rien ne va et que les planteurs de banane sont réduits à la dernière extrémité, pour le GIPAM les affaires ne vont pas trop mal.

S'agit-il d'un optimisme béat ? Mais non, puisque monsieur de Lucy affirme que «l'horizon n'est pas clair», avant d'énumérer toute une série de difficultés que connaissent les planteurs de bananes. Ces difficultés : baisse de la production, baisse de la qualité, prix nettement insuffisant, endettement des exploitations . Mais c'est pour ajouter aussitôt : «Ne sous-estimons pas ces difficultés mais restons certains que nos confrères africains et américains ont les leurs et n'oublions pas les avantages considérables dont nous disposons :

- marché protégé
- un transport maritime de qualité
- un climat propice
- une infrastructure solide
- une technique de très bon niveau».

Voilà donc un béké, un gros propriétaire de terres qui déclare que les affaires ne vont pas si mal qu'on veut bien le faire croire du côté de la bande de De Meillac et autres Garcin !

Mais le fond de l'argumentation du GIPAM va bien plus loin. En réalité dans le bilan de cette coopérative on précise nettement les principaux problèmes :

1) Le frêt bananier : «...Le frêt absorde pratiquement 35 % du prix de la grille et constitue avant la masse salariale, le plus gros poste de charge de notre activité. Le poids du frêt, dans notre profession, fait donc du transport le premier agent économique de la banane».

Ainsi, la principale cause de la détérioration des recettes dans la banane, ce n'est pas les salaires, mais bien le prix exorbitant réclamé par la CGM pour le transport !

2) « Les commissions export-import usuelles dans la profession peuvent être largement réduites». Ces commissions sont celles que touchent les regroupements de capitalistes qui se chargent de la vente de la banane entre le producteur comme la SICABAM et le vendeur sur le marché métropolitain».

3) "assurance.

Je suis en mesure d'ores et déjà de vous annoncer aujourd'hui que concernant ce dernier point, nous avons signé un contrat d'assurance 20 % moins cher et couvrant des risques bien plus larges que celui que nous connaissons actuellement».

En réalité, nous avons là la traduction de manière voilée de l'opposition entre le GIPAM et la SICABAM. Le gros reproche qui est fait à cette dernière, c'est de faire la part trop belle aux non-producteurs du secteur. Or ce sont ces derniers avec à leur tête le béké Fabre qui dominent de la tête et des épaules ce secteur. Avant que d'être producteurs de banane, ils sont exportateurs, vendeurs d'engrais et de matériels agricoles, la culture ne forme qu'une petite partie de leurs activités. Ils ont donc intérêt à maintenir le coût le plus élevé possible pour la banane, ce qui leur permet après avoir fait leur beurre dans les activités annexes dans la profession de toucher un surprofit de rente en manipulant quelques petits agriculteurs marionnettes consentantes de l'acabit de Gabin Valère.

C'est précisément là le fond de l'opposition avec le GIPAM qui ne dispose pas de manne surabondante hors du secteur agricole proprement dit. Las de voir l'argent leur passer sous le nez, les gros dirigeants du GIPAM (car messieurs De Lucy et Carreau-Gascherau sont très loin d'être des paysans pauvres) se mettent à leur propre compte.

Tout ce que nous venons de dire montre le fond réel de l'actuelle campagne qui se déroule avec comme bannière le prix trop faible de la banane. Dans un premier temps ils se servent de petits paysans. Ils parlent maintenant de grève, c'est-à-dire en réalité de mise en chômage technique de milliers d'ouvriers agricoles. Ce faisant les capitalistes de l'agriculture montrent une fois de plus leur malfaisance.

JACQUES BRUEL

A L'ECOLE MATERNELLE DU GOSIER :

UNE MAJORITE D'ENSEIGNANTES BLANCHES MEPRISENT

LES PARENTS ET LES ELEVES.

A l'école maternelle du Gosier, il existe un malaise qui dure depuis longtemps parce que dans cette école, dès son ouverture, l'administration a nommé une directrice blanche une majorité d'enseignantes blanches. Sur cinq enseignantes, deux seulement sont des Antillaises.

Cette majorité d'enseignantes blanches dans une école maternelle choque à juste raison les parents qui savent que sur le plan pédagogique il existe des difficultés au niveau du langage et de la communication quand la plupart des enfants ne parlent que créole. Mais le problème est plus grave que cela car il règne dans cette école un climat de désinvolture et de mépris, dû au comportement raciste de la directrice et au laxisme des enseignantes françaises. Celles-ci se rendent régulièrement l'après-midi à la plage avec leurs élèves et en profitent pour se baigner et se dorer au soleil. La directrice se fait complice de ses collègues et tolère les abus.

Pourtant cette même directrice est très exigeante sur l'emploi du temps qu'elle a décidé sans consulter l'ensemble de ses collègues et les parents. Elle méprise les femmes de service et leur attribue des tâches qui ne leur reviennent pas normalement, et répartit ces tâches selon son humeur et ses têtes.

Elle impose son diktat à tout le monde et ne consulte ni les parents d'élèves ni les enseignants.

Il est impossible d'établir aucune concertation pédagogique dans cette école, ce qui nuit à la bonne marche de celle-ci. Quant à la coopérative, qui a pour but de créer des liens entre les parents et le milieu scolaire, elle est totalement prise en main par la directrice. Celle-ci ne rend même pas compte des bilans financiers et refuse d'être contrôlée. Récemment elle n'a même pas accepté de donner la trésorerie à la nouvelle trésorière.

Elle est soupçonnée d'ailleurs d'utiliser personnellement cet argent.

L'administration rectorale est au courant de tous ces problèmes mais ne prend aucune mesure . Combien de rapports, de plaintes venant du personnel des parents d'élèves et de la municipalité ont été adressés à l'administration ? Celle-ci est en possession d'un dossier important sur la situation de cette école maternelle prise en main par une majorité d'enseignantes blanches qui font la pluie et le beau temps, au mépris des parents et des élèves. Quand on sait que cette administration s'apprête semble-t-il à nommer encore une directrice blanche dans la nouvelle école maternelle de Mare-Gaillard on se demande si elle aussi n'est pas complice. Les parents de cette section de Gosier ont déjà fait savoir qu'ils n'accepteront pas cela, ayant l'expérience de ce qui se passe à l'école du bourg.

Ce n'est pas un hasard si cette situation existe dans la commune du Gosier où une minorité de blancs s'est installée dans de beaux quartiers et considère qu'elle est en pays conquis. Il n'est pas surprenant non plus que l'administration ferme les yeux quand on sait que la majorité des inspecteurs primaires sont des blancs qui mènent une politique de favoritisme en plaçant leurs petits copains.

CAPESTERRE BELLE-EAU :

LAURIETTE INQUIÉTÉ

PAR LA JUSTICE COLONIALE.

Grosse émotion mardi 17 au matin, à Capesterre Belle-Eau : le maire, Gérard Lauriette était arrêté et conduit au tribunal de Basse-Terre par les policiers. L'arrestation s'était déroulée discrètement devant la maison de Lauriette. Le coup avait été soigneusement préparé pour éviter toute intervention de la population.

Les policiers avaient même fait semblant d'être là pour régler la circulation sur la route nationale qui passe devant chez Lauriette. Ce n'est donc que bien plus tard, la nouvelle s'étant répandue, que plusieurs centaines de personnes fonçaient sur Basse-Terre et se massaient devant le cabinet du juge d'instruction Daverne, réclamant que Lauriette reparte avec eux. Quelques minutes plus tard, en effet, Lauriette repartait à Capesterre, non sans avoir lu auparavant une lettre au procureur dans laquelle il protestait contre les méthodes utilisées par Daverne contre lui, et annonçait que désormais il n'aurait plus de relations avec aucun représentant de l'administration française, sauf le préfet.

Tout au long de l'après-midi, ce fut un défilé permanent de sympathisants, d'amis, de gens qui vinrent soutenir Lauriette. Le soir un meeting rassembla des centaines de Capesterriens.

Au cours de cette réunion publique, Lauriette s'expliqua sur le côté juridique de l'affaire. On lui reprocherait d'avoir diffamé la directrice de la Caisse d'Allocations Familiales. Il lut le texte en question, faisant juge la population qu'il n'y avait pas diffamation, mais expliquant par la suite que les juges se servaient de cette affaire pour l'attaquer, parce qu'il refuse de se plier devant tous les chefs «étrangers» de la préfecture. Il dénonça l'hypocrisie du gouvernement qui fait croire à une prétendue décentralisation, alors que tous les services qui sont liés à la vie économique et administrative de la Guadeloupe sont dirigés par des gens qui viennent de 7 000 Km et prennent leurs ordres directement à Paris. Plusieurs orateurs devaient développer, illustrer et renforcer ces thèmes.

Paul Christophe, adjoint au maire de Capesterre et membre de Combat Ouvrier, fit ressortir que les attaques incessantes dont Lauriette est l'objet, s'expliquent par le fait que cette municipalité est une municipalité composée de pauvres, de travailleurs qui s'occupent eux-mêmes de leurs affaires avec l'aide de Lauriette. Ce que ne peuvent pas supporter les grands chefs blancs de l'administration coloniale c'est que la municipalité de Capesterre et la population cherchent ensemble des solutions à leurs problèmes et sont prêts à les trouver y compris en se passant de tous ces chefs blancs.

Le meeting s'acheva dans l'enthousiasme après les interventions des représentants de Combat Ouvrier, de l'UPLG, du SIPAG, et de l'UGTG.

DECLARATION D'UNIVERSITAIRES

Marc PULVAR, Secrétaire Général de la C.S.T.M. est en prison depuis maintenant un mois.

Ce maintien en détention constitue un triple scandale que les soussignés dénoncent avec force.

PULVAR est incarcéré alors que ses agresseurs et ceux qui les ont armés sont en liberté, la plainte déposée par le Secrétaire Général de la C.S.T.M. n'ayant par ailleurs connu à ce jour aucune suite utile.

PULVAR est incarcéré sans qu'il y ait le moindre intérêt pour la manifestation de la vérité, les faits étant établis et l'inculpé (Pulvar) offrant des garanties de réprésentation.

PULVAR est incarcéré mais dans le même temps l'assassin d'un jeune martiniquais est remis en liberté.

Dès lors, l'incarcération de PULVAR ne peut s'expliquer que par la volonté de réprimer un militant indépendantiste particulièrement déterminé.

Ces faits prouvent que la justice continue de préserver l'ordre colonial.

Les soussignés assurent en la circonstance PULVAR et son organisation syndicale de leur solidarité.

Serge LAPIQUONNE . Universitaire
Michel LOUIS .Universitaire
Philippe SAINT-CYR. Universitaire
Roger TOUMSON. Universitaire
Christian VITALIEN. Universitaire
Jean-Claude WILLIAM. Universitaire

LES MPI : COTE PILE : LA CONFIANCE. COTE FACE LICENCIEMENTS ET BLOCAGE DES SALAIRES.

Au seuil de l'annnée 1984, la situation et es perspectives des moyennes et petites industries étaient présentées dans un article du journal France-Antilles du 17 janvier.

Au cours de l'article on apprend qu'il y a eu une baisse régulière du nombre de créations d'entreprises : 16 en 1980, 11 en 1981, 6 en 1982, 4 en 1983

Les explications présentées à cette baisse sont la conjoncture économique et aussi la situation sociale. Est-ce à dire que les travailleurs ne sont pas assez dociles en Guadeloupe ? Nous y reviendrons.

Une autre donnée qu'il est intéressant de relever dans ce bref dossier, c'est qu'au cours des quatre dernières années, le nombre d'emplois offerts par les 120 entreprises qui sont affiliées à cet organisme n'a pas évolué et se situe autour de 4000. Les quelques emplois créés couvrent donc tout juste le nombre d'emplois industriels perdus suite aux fermetures d'entreprises et d'usines dans la même période. Quant aux plusieurs centaines d'emplois perdus dans le secteur agricole, en particulier le secteur cannier, ils n'ont pas été du tout remplacés par des créations d'emplois.

Malgré ces données, plutôt catastrophiques, les responsables des MPI maintiennent un certain optimisme et «une confiance dans l'industrie guadeloupéenne».

C'est ainsi que M. Espiand, le jeune secrétaire général des MPI interrogé dans le cadre de l'article de France Antilles ne manque pas d'imagination pour envisager une évolution favorable des MPI.

Il déclare, entre autres : «Tant que les jeunes et de nombreux salariés-continueront à poser les problèmes de notre société en termes de lutte de classes c'est à dire, d'un côté ceux qui louent leur force de travail et de l'autre, ceux qui «exploitent», la civilisation guadeloupéenne prendra du retard par rapport à d'autres économies insulaires.

Voilà bien l'axe des propositions des chefs d'entreprises pour arriver à un «bon développement de l'économie du pays». D'ailleurs M. Espiand continue pour bien montrer qu'il est prêt à promotionner une politique économique favorable «au pays» : «Au fond il s'agit pour les MPI de trouver les arguments qui positionnent comme quadeloupéens les produi ts fabriqués localement. Il me semble qu'il y a là une forme de nationalisme !...

Bien sûr que oui ! Il y a bon nombre de personnes, les riches, les privilègiés, les nantis qui aspirent ouvertement ou non à un «nationalisme» tel que celui ébauché par Espiand Que les travailleurs acceptent les conditions qu'ils veulent imposer pour que vive l'économie des patrons.

Mais seulement, au moment même où le responsable des MPI trace ces perspectives d'un développement harmonieux entre exploiteurs et exploités, le nombre de menaces de licenciements pour raison économique, croît de semaine ne semaine.

La SOPICO cherche à se débarrasser de 59 travailleurs. Dans le même temps, la SOJAG à la Jaille-Baie-Mahault licencie 6 ouvriers pour «motif économique» la SMPTR entreprise du bâtiment licencie 6 ouvriers pour les mêmes raisons. La fin de l'année 1983 avait été marquée par le licenciement de dizaines d'ouvriers du bâtiment. Sans parler du cas des ouvriers de l'usine Beauport qui n'est toujours pas réglé. Sans parler des nombreux autres cas isolés de petites entreprises.

Voilà la partie du bilan qui n'est pas présentée dans cet article : Confiance et développement pour les patrons, licenciements et blocage des salaires pour les travailleurs

MARIANNE TIBUS

MARIE-GALANTE : GREVE DU PERSONNEL DE L'HOPITAL DE GRAND BOURG.

Le personnel de l'hôpital Ste Marie de Grand Bourg de Marie-Galante, est en grève depuis jeudi 12 décembre. Il exige avant tout que ses salaires lui soient payés, ce qui n'a pas était fait depuis trois mois pour les auxiliaires et deux mois pour les titulaires.

Ce non-paiement des salaires a été la goutte d'eau qui a fait déborder la colère des employés. Car depuis longtemps, les conditions de travail sont mauvaises à l'hôpital de Grand Bourg, et la situation continue de se détériorer.

L'hôpital de Ste Marie est une ancienne caserne désaffectée réaménagée en hôpital, et qui n'a pas connu de modernisations depuis longtemps. Un projet de modernisation et d'extension de l'hôpital a d'ailleurs été étudié mais n'a jamais été mis en oeuvre.

L'hôpital emploie au total 92 personnes, pour 107 lits. L'insuffisance numérique du personnel est évidente, et les conditions de travail sont difficiles. C'est ce qui a poussé Jean Girard, le maire de Grand Bourg à demander à la DDASS l'ouverture de six postes supplémentaires..

Le personnel de l'hôpital Ste Marie s'inquiéte d'autant plus de cette dégradation de la situation qu'elle correspond à une politique générale du gouvernement au sujet des hôpitaux et autres services publics. Dans ce domaine, les crédits débloqués par le gouvernement sont de plus en plus dérisoires. Ils ont été en baisse nette sur les trois dernières années.

Les hôpitaux sont des services publics qui sont en général utilisés par les couches les moins favorisées de la population. La bourgeoisie, les riches n'ont eux aucun problème pour se faire soigner dans les cliniques privées, ou même en France ou aux Etats Unis. Ce sont les moins riches qui vont à l'hôpital.

Et si le gouvernement resserre ainsi les crédits alloués aux services publics utilisés par la population, c'est parce qu'il a besoin de trouver quelque part les milliards qu'il donne aux capitalistes pour qu'ils «restructurent» leurs entreprises, c'est à dire qu'ils les modernisent pour accroître leurs profits.

Or nous savons qui font aussi les frais de ces restructurations : ce sont les milliers de travailleurs touchés par les licenciements.

Le personnel de l'hôpital Ste Marie pense qu'en laissant la situation se détériorer ainsi, les autorités pourraient en arriver à une fermeture de cet hôpital. Les malades devraient alors être transportés sur Pointe-à-Pitre Abymes. C'est une absurdité.

Il est bien sûr nécessaire qu'existe à Marie Galante un hôpital moderne pouvant s'occuper efficacement des premiers soins à donner aux malades, sans que ceux-ci doivent être transportés au risque d'une aggravation de leur état.

Les problèmes des hôpitaux sont un exemple supplémentaire de la politique du gouvernement de gauche et de son administration locale qui se retourne une fois de plus contre les travailleurs.

TALBOT : LES 1905 LICENCIEMENTS SONT PASSES.

Le travail a repris progressivement à l'usine Talbot de Poissy. Cette reprise a été amorcée le lundi 9 janvier avec quelques centaines d'ouvriers convoqués individuellement par la direction. Des milliers d'autres reprirent leur place à la chaine les jours suivants .

1905 ouvriers se retrouvent donc sans travail par les bons soins de la direction de Talbot et du gouvernement. Les grévistes de chez Talbot ont donc été vaincus. Leur défaite définitive est apparue évidente le jeudi 5. Ce jour là, le syndicat-maison CSL, qui se réclame ouvertement de l'extrême droite mobilise un millier de cadres, de contremaitres, de petits chefs et de représentants de la marque Talbot de la région parisienne, en vue de «casser du travailleur immigré». De violentes échauffourées eurent lieu entre les manifestants encadrés par la CSL et les ouvriers grévistes, immigrés pour la plus part, soutenus par la section CFDT de l'usine. C'est la police qui intervient pour débloquer les grévistes, à l'appel de la CFDT.

C'est une défaite pour les ouvriers de Talbot. Et un avertissement pour l'ensemble des ouvriers de France.

Un avertissement, car le maitre-mot des des patrons et des ministres depuis plusieurs semaines est restructuration. Ce mot magique s'accompagne toujours comme ce fut le cas chez Talbot de licenciements. Rien que pour l'année 1983.

On estime que le nombre d'emploi dans le secteur industriel a diminué de 200.000 en France. Pour les mois à venir on parle du supprimer 100 000 emplois dans la sidérurgie. Citroën qui comme Talbot appartient à Peugeot, parle lui aussi de restructurer sa production, donc de licencier. Ce qui est vrai pour les grosses sociétés est vrai pour les petites et moyennes industries. Partout en France on restructure, et on licencie. Ce sont des milliers de travailleurs immigrés, et français qui vont être privés de leur travail.

La manière forte utilisée par la direction de Talbot et le succès qui s'ensuivit a conforté les patrons. Ils se sont convaincus que c'est comme cela qu'ils doivent agir. Licencier et ne pas céder, comme l'a fait Talbot. Politique agressive et anti-ouvrière qui reçoit l'appui du gouvernement.

Contre les patrons et le gouvernement, les ouvriers se retrouvent seuls. Aucun syndicat ne s'est engagé, ni ne s'engage pour livrer bataille avec eux. La CGT préconise la discussion Elle se veut «responsable» elle reconnait la nécessité des licenciements et recommande aux patrons et aux gouvernement de négocier les mesures sociales d'accompagnement avec les syndicats. Chez Talbot elle s'est évertuée à décourager toute résistance aux licenciements et prônait la négociation.

Quand à la CDFT elle même, sa direction n'a jamais engagé tout son poids au côté des grévistes.

Dans les faits, la CFDT mène la même politique que la CGT : la recherche de négociations afin de déterminer la manière la moins coûteuse pour eux de faire avaler la couleuvre aux travailleurs.

Les travailleurs dans les mois à venir ne peuvent compter que sur leur lutte et sur leur propre force pour tenter de s'opposer aux licenciements.

FRANCE-ANTILLES VISE PAR QUELQUES MANIFESTANTS.

Lorsque la manifestation du mardi 17 est arrivée au niveau des locaux de France-Antilles quelques manifestants ont pénétré dans le bâtiment et ont renversé mobililier et machines. La vitrine de France-Antilles a été brisée, et un manifestant a même été blessé par les éclats de verre.

Si ces manifestants qui jusque là étaient restés relativement calmes, ont laissé déborder leur colère devant les locaux de ce journal, c'est que celui-ci se range ouvertement par la teneur des informations qu'il donne, du côté du colonialisme, allant même jusqu'à la délation ouverte (rappelons nous la première page où France-Antilles titrait en gros caractères sur les «poseurs de bombes», le tout accompagné de leurs photos).

Que France-Antilles, qui assimile si facilement et en l'absence absolue de preuves, anticolonialistes et poseurs de bombes, ait été la cible de manifestants qui soutenaient les emprisonnés, cela n'a rien d'étonnant.

POINTS DE VENTE DU JOURNAL COMBAT OUVRIER DANS LA REGION DE POINTE-A-PITRE.

NOUVELLES GALERIES-ABYMES
PRISUNIC HIBISCUS . POINTE-A-PITRE.
PETIT TAMBOUR (rue Nozières) POINTE-A-PITRE.
ARRET DU CAR (Faubourg Frébault)
LIBRAIRIE CASTRO (rue Vatable) POINTE-A-PITRE.
LIBRAIRIE DU KIOSQUE (Place de la Victoire) POINTE-A-PITRE.
CHEZ PRIAM (rue Raspail) P-A-P
LIBRAIRIE VIVIES (rue Général de Gaulle) Raizet ABYMES.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
COMBAT OUVRIER
Mr DUFEAL
Poste Restante Paris 113
Place de l'Hôtel de Ville
75004 PARIS
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
No 51728